

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 26 JANVIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Un nouveau horizon se lève...
- 2) Contre les tabous!
- 3) Elle se redore
- 4) Zyriza??
- 5) Il agonise...
- 6) Et va se trouver dans les choux...
- 7) Mais il y a toujours une raison valable
- 8) Il va dire quoi...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) A la gauche du PS, l'espoir en «chantiers»



Clémentine Autain, Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot et Pierre Laurent, lors du meeting de soutien à Syriza, lundi. (Photo Albert Facelly)

Dans un appel publié par Mediapart, 500 personnalités politiques, associatives, syndicales et intellectuelles appellent à «construire une alternative». Duflot et Mélenchon compris.

Ça bouge enfin à la gauche du PS. Fini les «tribunes», «forum», «meetings» et autre «colloques» entre dirigeants communistes, écologistes et socialistes sans que soit écrite la moindre ligne d'un projet commun. Voici venu, en ce début d'année, le temps des travaux pratiques. En tout cas, c'est ce que les 500 premiers signataires d'un appel intitulé «Chantiers d'espoir», publié sur Mediapart, annoncent ce jeudi. «Nous voulons construire une alternative», écrivent-ils dès la première ligne de ce texte signé par des politiques comme les écologistes Cécile Duflot et Emmanuelle Cosse, des représentants du Front de gauche (Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Clémentine Autain...) et des dirigeants de l'aile gauche du PS, mais aussi des syndicalistes, des artistes, des économistes ou des féministes.

«Tous les pans de la société doivent se mettre en mouvement», demande Clémentine Autain, dont la formation politique, «Ensemble», membre du Front de gauche, est à l'origine de cette mise en route. Dans ce même appel, les signataires insistent ainsi sur «l'urgence de reconstruire une perspective commune face aux inégalités qui explosent». «Comment un Président élu avec la force de 17 millions de voix a-t-il pu mettre en œuvre une politique qu'il dénonçait hier? interrogent-ils. Comment une partie de la gauche, qui affirmait pourtant un idéal de changement, de progrès social et de justice, a-t-elle pu à ce point tourner le dos aux exigences qui l'ont portée au pouvoir?»

Début des travaux en février

Décus par la politique de François Hollande, ces personnalités proposent d'«élaborer une alternative politique, sociale et écologiste» et «de susciter des rencontres, partout en France, pour tracer un nouveau chemin». «Des rencontres, connectées, pour échanger et inventer ensemble le projet et la stratégie», ajoutent-ils. Les premières «rencontres» devraient se dérouler début février à Paris et Montpellier puis dans d'autres villes. Un logo et un site internet suivront. Tout comme la constitution de «collectifs locaux». «Il faut que ce soient des initiatives décentralisées», insiste Autain. On ne veut pas d'une discussion entre organisations politiques. On veut que chacun se

pose les questions: "Qu'est-ce que nous ferions si nous étions au pouvoir? De quoi rêvons-nous?"»

Où veulent-ils aller? Officiellement, pas question de parler de 2017 et de la présidentielle. «Si on parle tout de suite de 2017, on perd d'emblée beaucoup d'acteurs prêts à venir dans ces chantiers, estime Marie-Pierre Vieu, membre de la direction du Parti communiste. Il faut reprendre le fil des débats, peser, donner un signe de vie à gauche.» Dans les faits, ces «rencontres» sur «des thèmes précis» permettront aussi, dit Eric Coquerel du Parti de gauche, de juger si «déjà, on peut gouverner ensemble». Et ces réunions ressemblent aussi beaucoup aux «assemblées citoyennes» mises en place par le Front de gauche avant la présidentielle de 2012 et la désignation de Jean-Luc Mélenchon comme candidat commun. «On veut cette fois-ci que cela échappe aux partis politiques, défend Vieu. Que cela devienne un vrai mouvement d'implication citoyenne».

«Pas un rassemblement antigouvernemental»

«On veut d'abord enclencher une dynamique politique et vérifier nos convergences», ajoute Autain. Il s'agit ainsi de remettre en mouvement un tissu militant de gauche (qu'il soit politique, syndical ou associatif), anesthésié depuis 2012. Et faire aussi de la place à des écolos désormais en rupture avec le gouvernement. La preuve d'un changement d'alliance chez Europe Ecologie-Les Verts? Le signe que pour 2017, ils tourneront le dos à Hollande? «On n'écrit pas le point d'arrivée, précise David Cormand à la direction d'EE-LV. On ne s'interdit pas que cela converge vers la présidentielle mais ce n'est pas une obsession». La condition de participation des écolos à ces «chantiers» est que «cela ne se cantonne pas à la gauche de la gauche» et que «ce ne soit pas un rassemblement antigouvernemental».

La secrétaire nationale, Emmanuelle Cosse, a choisi de s'y engager car, insiste Cormand, le mouvement se «tourne vers les citoyens» et «sur les propositions»: transition écologique, égalité «entre les individus», «dépasser la monarchie électorale»... En tout cas, au Front de gauche, on se réjouit de ce rapprochement avec un parti qui était encore au gouvernement il y a un an. «Cela pourrait être le dépassement souhaité du Front de gauche», se félicite Eric Coquerel, coordinateur du Parti de gauche. «On démontre qu'il est possible d'organiser une autre majorité à gauche», ajoute Marie-Pierre Vieu du PCF.

«Le plus dur sera d'arriver à le structurer dans la durée», prévient Autain, lucide sur les européennes décevantes de cette «autre gauche» et la non-coagulation des déçus du hollandisme. Le coup de pouce pourrait venir de la Grèce et d'une victoire, dimanche, de Syriza, parti qu'ils ont soutenu lundi soir à Paris lors d'un meeting. «Ce qui va faire venir du monde, dans nos chantiers, fait valoir Autain, c'est l'idée qu'on peut être au coeur et non à la marge du monde politique». Avoir des amis qui gouvernent, ça peut toujours aider à lancer une affaire.

liberation.fr-Lilian ALEMAGNA

II) François Pupponi, un maire PS contre les tabous de la gauche

Par L'Obs

Longtemps modèle du vivre-ensemble, peuplée de plus de 80 nationalités, Sarcelles la cosmopolite bascule dans la peur. L'édile François Pupponi lance un cri d'alarme.



François Pupponi lors d'une soirée oecuménique à la synagogue de Sarcelles le 21 juillet 2014. (NICOLAS MESSYASZ/SIPA)

C'est un peu comme si tout ça s'était passé chez lui. Sarcelles, dans la banlieue nord de Paris, a beau être à une vingtaine de kilomètres de "Charlie Hebdo" ou de la porte de Vincennes, elle a subi de plein fouet l'onde de choc des attentats. Comme son maire, François Pupponi.

Parce que sa ville était le 8 janvier dernier sur le trajet des frères Kouachi fuyant la capitale et qu'elle s'est immédiatement transformée en Fort Knox. Parce que deux jours plus tard, elle était touchée au cœur en apprenant que l'un de ses enfants de confession juive, Yohan Cohen, 20 ans, était mort sous les balles d'Amedy Coulibaly dans l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. Parce

qu'enfin toute la communauté juive – un quart des 60.000 habitants –, ses commerces (dont un Hyper Cacher) et ses lieux de culte ont, depuis, basculé dans la peur.



(Des bougies devant l'Hyper Cacher de Sarcelles, en hommage aux morts de celui de Vincennes. Crédit : Jean-Yves Lacôte pour L'Obs)

Vous avez lu gratuitement une partie de l'article. Pour lire les 90 % restants : abonnez-vous à L'OBS à partir de 1 € par mois

Pierre Gosnat est décédé



Pierre Gosnat, maire PCF d'Ivry-sur-Seine et ancien député du Val-de-Marne, est décédé à l'âge de 66 ans, dans la nuit de samedi à dimanche.

"Au terme d'un long combat contre la maladie, Pierre Gosnat s'est éteint brusquement dans la nuit du 24 au 25 janvier", a annoncé ce dimanche matin la municipalité d'Ivry-sur-Seine, qui souligne que «**La disparition de Pierre est aussi une grande perte pour notre ville et ses habitants tant il aura consacré toute sa vie à leur service**».

En octobre dernier, Pierre Gosnat avait annoncé que « les effets des traitements le contraignaient à réduire son activité ». Le maire avait révélé publiquement son cancer du poumon en décembre 2013.

Député de 2007 à 2012, M. Gosnat, maire d'Ivry-sur-seine depuis 1998, avait été réélu à la tête de la commune en mars 2014. Il avait auparavant été conseiller municipal (1983), maire-adjoint en 1985 et conseiller régional d'Ile-de-France (1986-2004).

Très jeune, Pierre Gosnat s'est engagé dans la poursuite des combats menés par Venise, son grand père et Georges son père. Engagé au Parti Communiste Français au sein duquel il a exercé des responsabilités importantes, Pierre Gosnat «**a fait d'Ivry une ville où chacune et chacun puisse trouver sa place et s'épanouir**» poursuit le communiqué de la municipalité : « Au cours des 18 années qu'il a passées à la direction de la Municipalité, il n'a eu de cesse de rechercher, de mettre en oeuvre, toutes les actions permettant de répondre aux attentes et aux besoins des

Ivryennes et Ivryens, permettant de mener à bien la mutation de la ville pour faire face aux grands défis du XXIème siècle.»

Pierre Gosnat a été conseiller municipal en 1983, maire-adjoint en 1985, conseiller régional de 1986 à 2004, et surtout maire en 1998 à la suite de Jacques Laloë. Succédant à Jean-Claude Lefort, il a aussi été député à l'Assemblée Nationale de 2007 à 2012.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Après deux ans de « French bashing », l'image de la France redorée

Quel changement de ton ! Oublié, ou presque, le « french bashing », qui prévalait il y a encore quelques mois. À l'instar de la cote de popularité de François Hollande, qui remonte en France – elle part de très bas – l'image de la France se redresse, elle aussi, auprès des grands décideurs mondiaux.

« Il y a encore beaucoup d'incompréhensions et parfois d'agressivité sur des sujets comme le droit du travail ou la fiscalité, mais ce n'est plus le "french bashing" de ces deux dernières années », assure un patron tricolore habitué de la station alpine.

« C'est un pays où il faut investir et nous allons le faire »

Bien sûr, il y a l'« effet Charlie », qui génère une empathie pour tout ce qui est tricolore. « C'est fou, chacun des interlocuteurs que je rencontre commence par un speech de 5 minutes pour dire combien il est solidaire » après les attentats à Paris, qui ont fait 20 morts au total, raconte un autre PDG. Mais, assurent la plupart des dirigeants tricolores croisés à Davos, il y a également le début d'un changement de perception sur l'Hexagone. L'adoption du pacte de responsabilité, la mise en place du CICE et plus récemment la loi Macron sont autant d'éléments vus positivement par les chefs d'entreprise étrangers présents dans la station suisse.

« Ils ne connaissent pas nécessairement tout le détail, mais ils ont le sentiment que la France est en train de bouger et cela les intéresse », rapporte un consultant français. Mieux, certains dirigeants étrangers, et non des moindres, n'hésitent plus à dire publiquement tout le bien qu'ils pensent de l'Hexagone.

« Vous avez parmi les meilleures start-up du monde, c'est impressionnant, explique par exemple John Chambers, le PDG de l'américain Cisco. La France est en train de prendre le mouvement, c'est un pays où il faut investir et nous allons le faire. » La démonstration tricolore au CES de Las Vegas, début janvier, a notamment impressionné la planète « high-tech » : la délégation française était la deuxième plus importante du grand rendez-vous de représentées.

Déjeuner avec 20 patrons

Conscient que certains malentendus, autour notamment de la taxe à 75 %, devaient être éclaircis, François Hollande a profité de sa visite à Davos, vendredi 23 janvier, pour déjeuner avec vingt chefs d'entreprise étrangers et responsables de fonds d'investissement, comme Jack Ma (Alibaba), Guo Ping (Huawei), Paul Bulcke (Nestlé) ou Bader Al Sa'ad, le responsable du fonds souverain du Koweït (KIA).

« La discussion a été très dynamique, assure Michel Sapin, ministre des finances, qui accompagnait le chef de l'Etat. Il y a eu beaucoup de questions posées, sur le marché du travail notamment, avec parfois quelques stéréotypes, mais aussi beaucoup d'observations positives sur la créativité française, la qualité de nos ingénieurs, nos dispositifs d'aide à l'innovation... »

Selon M. Sapin, certains chefs d'entreprise ont

LAPRESSEENREVUE.EU

même proposé leurs services pour aider la France.



Cédric Pietralunga (Davos, envoyé spécial)
Journaliste au Monde

IV) Syriza aux portes du pouvoir : une politique de gauche est-elle possible en Europe ?

Par Ludovic Lamant

La probable victoire de Syriza dimanche en Grèce relance une question cruciale pour les mois à venir en Europe: peut-on mener une politique de gauche au sein de la zone euro, sans modifier les traités ni les règles monétaires aujourd'hui en vigueur? En 2012, François Hollande s'y est cassé les dents. Alexis Tsipras, s'il est élu, va s'attaquer à une montagne.

André Orléan, un universitaire français spécialiste de la monnaie, est catégorique sur la dynamique grecque: « La politique prônée par Syriza est celle que nous avait promise François Hollande lors de son élection - peser sérieusement sur l'Allemagne, faire valoir l'existence d'autres intérêts et d'autres points de vue, dire que l'Europe est plurielle et qu'il serait bon que ce pluralisme soit entendu. Il me semble que François Hollande n'a même pas essayé sérieusement ».

« On ne sauvera l'euro qu'en le transformant en profondeur, à savoir en cessant d'y voir une monnaie uniquement au service des créanciers. Autrement dit, la bonne politique est celle de Syriza », insiste ce directeur d'études à l'EHESS, joint par Mediapart.

A l'approche de la probable victoire de Syriza, le parti anti-austérité d'Alexis Tsipras, dimanche en Grèce, le parallèle avec l'élection de François Hollande en mai 2012, qui avait promis de « réorienter l'Europe » durant sa campagne, n'est pas anodin. Il oblige à se poser une question de fond: la stratégie de Tsipras est-elle, pour reprendre l'alternative formulée par le Financial Times, « radicale ou réaliste » ? Ou, pour le dire avec les mots d'un autre économiste de premier plan, Frédéric Lordon, s'agira-t-il de « caler le pied de table » ou de la « renverser » ?

Pour Gabriel Colletis, un professeur d'économie de l'université de Toulouse-1, qui s'est beaucoup rendu à Athènes pour suivre les débats internes à Syriza, « il est important de ne pas opposer la radicalité de leur programme aux responsabilités qu'ils s'approprient à prendre: ils sont à la fois radicaux et responsables ». Interrogé par le "FT" sur son aptitude à aller au compromis avec ses

probables futurs partenaires européens, Alexis Tsipras a eu cette réponse tout en ambiguïtés: « Je pratique le compromis parce mes objectifs sont réalistes. (...) En même temps, je sais me montrer ferme si je juge nécessaire d'aller à la confrontation ».



Alexis Tsipras à son bureau de vote, le 25 janvier à Athènes. © Alkis Konstantinidis. Reuters.

D'un point de vue de théorie économique, l'équation Syriza n'est pas simple. Elle relance les débats, qui divisent la gauche en France et ailleurs en Europe, sur les vertus de l'euro et les marges de manœuvre des gouvernements de gauche au sein d'une zone monétaire commune. Presque trois ans après l'échec de François Hollande, l'Europe pourrait bien se trouver confrontée à une expérience passionnante: celle d'un gouvernement ancré à gauche, en opposition nette avec Berlin, tout en étant prêt à jouer le jeu de l'euro et de la Banque centrale européenne. Mais y a-t-il de la place, à traités constants, pour autre chose que des compromis boiteux, qui tournent trop souvent à l'avantage d'Angela Merkel et de l'ordolibéralisme cher aux Allemands ? Ce sera tout l'enjeu, pour Syriza, de le démontrer.

« L'alternative pour Syriza est des plus simples: plier ou tout envoyer paître. Mais il n'y aura pas de tiers terme. Et si Tsipras imagine qu'il pourra rester dans l'euro et obtenir davantage que des cacahuètes, il se raconte des histoires », écrit Frédéric Lordon sur son blog. A ses yeux, les marges de négociation avec Berlin sur la dette grecque ont déjà été épuisées lors d'une première restructuration de la dette, en 2012, qui avait entraîné des pertes chez les créanciers privés. « Imaginer que (la restructuration de la dette grecque) pourrait être étendue aux créanciers publics, a fortiori quand on compte parmi ceux-ci la BCE, tient maintenant du rêve éveillé », estime-t-il.

Sur le papier, Alexis Tsipras est définitif: pas

question de revenir à la drachme. Le débat au sein de Syriza a été tranché à l'été 2013, et la minorité de la coalition favorable à un « Grexit » (environ 20% des troupes) s'est alignée sur la position majoritaire. Mais nombre d'observateurs, en Allemagne notamment, jugent que Tsipras ne pourra tenir sa promesse (maintenir Athènes dans la zone euro) s'il tient parole sur le reste - et en particulier sur la restructuration de la dette.

Peut-on tout à la fois réduire le poids de la dette pour la ramener à des niveaux « soutenables », contre l'avis de certains partenaires européens, et éviter la sortie de l'euro? Plusieurs économistes joints par Mediapart en sont convaincus.

« La restructuration de la dette grecque n'est pas antinomique de son maintien dans la zone euro. J'ai plutôt tendance à penser au contraire que c'est une condition nécessaire à son maintien, réagit Jézabel Couppey-Soubeyran, une universitaire à Paris-1. Si la zone euro veut continuer d'exister, il faudra nécessairement restructurer des dettes, en monétiser (des rachats de dettes par la BCE - ndlr) ou en mutualiser, voire faire un peu des trois ».

La dette publique grecque s'établit à 174% du PIB - un record en Europe (contre environ 95% pour la France). Cela représente une masse de 317 milliards d'euros - à comparer aux plans de « sauvetage » conclus depuis 2010 avec Athènes, pour permettre à la Grèce d'éviter le défaut, d'un montant cumulé de 240 milliards d'euros. Malgré des années d'austérité carabinée, le fardeau de la dette s'est encore alourdi, alors que l'économie grecque s'est contractée d'un cinquième. Selon les critères de Maastricht, la dette d'un Etat membre ne doit pas dépasser 60% de son PIB.

« Au sein de Syriza aujourd'hui, on débat de la part de la dette que le prochain gouvernement devra annuler. Certains pensent que l'on pourrait annuler le tiers de la dette, pour revenir aux alentours de 120%, un seuil au-delà duquel une dette n'est généralement plus considérée comme 'soutenable'. D'autres visent plutôt les deux tiers, pour arriver aux 60% qui correspondent aux critères de Maastricht », assure Gabriel Colletis (par ailleurs blogueur sur Mediapart), qui milite plutôt pour le deuxième scénario. Il plaide aussi pour un moratoire immédiat sur le paiement des intérêts de la dette, qui suffirait, selon lui, à financer ce « programme de développement » à court terme promis par Tsipras, chiffré à 12 milliards d'euros environ (augmentation du salaire minimum, etc).

Quelle attitude de Berlin?

Avant d'en venir à l'annulation pure et simple de pans de la dette, d'autres observateurs plus prudents spéculent sur des scénarios plus « soft »: allonger la durée des prêts sur des dizaines d'années, réduire des taux d'intérêt (déjà très bas) sur certains prêts contractés par Athènes. Dans cet esprit, une note du think tank bruxellois Bruegel fait l'inventaire des techniques qui permettrait d'alléger le coût de financement de la dette - sans en passer par des pertes pures et simples pour les créanciers.

Athènes pourrait aussi choisir de rembourser sa dette aux Européens, mais de faire défaut sur la dette contractée auprès du FMI (ce qui la placerait dans une situation analogue à celle de l'Argentine vis-à-vis de l'institution), comme l'imagine Daniel Gros. Cet économiste allemand dédramatise ce que signifierait la victoire de Syriza pour la Grèce: « Les prochains mois seront riches en rebondissements, mais à la fin, la différence entre un gouvernement qui n'a jamais su tenir ses promesses de remboursement (Nouvelle démocratie, ndlr) et un gouvernement qui promet qu'il ne paiera pas, pourrait bien ne pas être si importante », ironise-t-il.

Pour Liêm Hoang-Ngoc, un ancien eurodéputé socialiste, co-auteur d'un rapport sur l'action de la « Troïka » en Grèce, les propositions de Syriza « sont loin d'être dénuées de réalisme ». L'économiste PS s'explique, dans un article récent à L'Hémicycle: « Syriza propose en premier lieu une restructuration de la dette d'un montant qui lui permettrait de libérer 12 milliards d'euros pour appliquer un programme de relance, sans lequel la dette continuera d'exploser. C'est pourquoi Alexis Tsipras propose en second lieu d'augmenter le pouvoir d'achat pour soutenir la reprise et d'indexer le remboursement de la dette sur la croissance ». Encore faudrait-il, si l'on suit cette logique, savoir quel secteur économique relancer, alors que l'économie grecque est sinistrée.

En 2012, la dette grecque a déjà été restructurée. Des créanciers privés (des banques) avaient encaissé des pertes allant jusqu'à 70% de la valeur de leurs prêts - sans que l'opération ne provoque le chaos tant redouté à l'époque. Depuis, comme l'a déjà raconté Mediapart, les propriétaires de la dette grecque ont changé. Ce ne sont plus des établissements privés, mais des institutions publiques internationales - FMI, BCE, le Mécanisme européen de stabilité (MES) - ou

ou encore des Etats de la zone euro qui détiennent le gros (environ 70%) de la dette. A priori, ce transfert protège le système financier européen de toute menace de propagation, en cas de défaut pur et simple de la Grèce.

Si l'entreprise semble réaliste, d'un point de vue économique, tout dépendra donc de l'attitude de ces institutions publiques, lorsque s'ouvriront les négociations pour restructurer la dette. En clair: ce sera de la politique, ni plus, ni moins. Une victoire de Syriza, par-delà les étiquettes qu'on cherche à lui coller (« gauche radicale », force social-démocrate qui ne dirait pas son nom, etc), aurait ceci d'important qu'elle rappelle aux Européens une évidence un peu oubliée: il existe des marges de manœuvre pour ouvrir une discussion politique, par-delà l'autorité « naturelle » des marchés financiers, pour sortir l'Europe de la crise.

« Je ne dis pas que les institutions publiques vont accepter aisément les exigences de Syriza. C'est d'ailleurs pour moi la question principale du moment: quelle va être la stratégie de négociation d'un gouvernement Syriza, par rapport à ces autorités publiques? », avance Gabriel Colletis, convaincu que les choses ne vont pas durer « des mois », et qui mise sur de premières annonces d'annulation de la dette très vite après la formation d'un gouvernement Syriza.

Mais l'Allemagne acceptera-t-elle cette « révolte des débiteurs »? Si l'on en croit certains, elle n'aura pas le choix. « L'histoire nous enseigne qu'après une crise de la dette, un équilibre doit être trouvé entre les intérêts des créanciers et ceux des débiteurs, écrit l'économiste belge Paul de Grauwe, professeur à la London School of Economics. L'approche unilatérale qui a été prise dans la zone euro – celle où les débiteurs ont été obligés de supporter tout le poids de l'ajustement – conduit presque toujours à une révolte de ces débiteurs. C'est ce qui se passe actuellement en Grèce. Et ce processus peut seulement être arrêté si les créanciers osent faire face à cette réalité ».

A en juger par les crispations allemandes dès l'annonce de la tenue des élections anticipées en Grèce (mais aussi en Finlande ou du côté du FMI), les négociations entre Berlin et Athènes ont en fait déjà commencé. Angela Merkel a mis du temps à démentir des informations du Spiegel fin décembre, selon lesquelles l'Allemagne réfléchit à une sortie de la Grèce de la zone euro, si Athènes choisit d'annuler une partie de sa dette. Son ministre des finances ne veut même pas entendre

parler de ce scénario. Des économistes, comme le « keynésien » Peter Bofinger, redoutent des effets de contagion, vers le Portugal et l'Irlande, si Berlin pousse Athènes vers la sortie de la zone euro.

La stratégie allemande s'explique par des convictions économiques qui n'ont pas évolué depuis le début de la crise (l'ordo-libéralisme), mais aussi par un jeu politique national en mutation. Merkel voit d'un mauvais oeil l'essor de l'Alternative pour l'Allemagne (AFD), ce parti lancé en 2013 par des universitaires opposés à l'euro, qui a atteint 7% aux dernières européennes. Ce dernier pourrait profiter, par ricochet, d'une restructuration de la dette grecque, puisqu'une telle opération entraînerait une perte sèche pour l'Allemagne, qui a prêté à la Grèce (en tout, 63 milliards d'euros, contre 48 pour la France). Le sujet, à Berlin, provoque des débats extrêmement vifs, et de nombreux sondages laissent entendre qu'une majorité d'Allemands y est opposée.

C'est tout la difficulté de la situation, et d'une Europe animée par des mouvements politiques contradictoires. Une victoire de Syriza pourrait être une bonne nouvelle à court terme pour l'avenir de la Grèce et de la zone euro, parce qu'elle s'attaque enfin aux racines de la crise grecque par des voies alternatives à l'austérité. Mais elle pourrait aussi renforcer, à moyen terme, des forces anti-euro comme l'AFD en Allemagne et obliger Angela Merkel à durcir ses positions sur l'Europe, au risque d'un délitement, à moyen terme, de l'eurozone.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Après les attentats, le congrès du PS est-il « fini » ?

François Vignal



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, et Martine Aubry, lors d'une conférence de presse vendredi, à Lille. © AFP/DENIS CHARLET

Suite aux attentats, certains socialistes pensent qu'il ne sera plus possible pour l'aile gauche du PS de contester la ligne économique de François Hollande et Manuel Valls. A l'aile gauche, si on n'enterre pas encore le congrès du mois de juin, on parle de « dispute apaisée »...

Les politiques sont nombreux à le dire : il y aura un avant et un après attentats. Le constat vaut pour le Parti socialiste. Les attentats qui ont endeuillé la France et la grande marche républicaine changent-ils la donne pour le congrès du PS prévu au mois de juin ? Certains commencent à le croire. « Le congrès est fini. Les socialistes ne peuvent plus se foutre sur la gueule après ce qui s'est passé » lâche un haut responsable socialiste de la majorité. Il évoque même une possibilité : « Il n'y aura peut-être pas de candidat face à Cambadélis... »

De l'unité nationale à l'unité politique ?

Après la période d'unité nationale, qui a renforcé François Hollande et Manuel Valls, difficile en effet de donner à nouveau l'image d'un PS divisé, en proie à ses bisbilles internes. « Il y a un vrai moment d'union dans le pays qui, forcément, donne envie qu'il y ait une unité politique dans la majorité », confirme Juliette Méadel, porte-parole du PS. « Je crois que ce congrès sera sous le sceau de l'idée d'être utile, de construire. Surtout, évitons les postures. La façon dont le premier ministre et le Président ont répondu et géré cette crise a d'une certaine façon anobli la politique et

rendu dépassés et ringards les petits clivages », souligne la porte-parole. Elle ajoute cependant que « ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de clivage, mais il faut les aborder de façon responsable ».

Les socialistes auraient-ils enterré la hache de guerre ? Pas tout à fait. A l'aile gauche, on n'est pas aussi catégorique. Mais effectivement, quelque chose a changé. « Ce n'est pas un gros mot de débattre. Il n'y a aucune raison que ça dérape. Ce sera solennel et grave, à la hauteur de la période. Mais les débats à trancher sont là », rappelle Jérôme Guedj, l'un des animateurs du courant Maintenant la gauche. Pour le président du conseil général de l'Essonne « il serait paradoxale, alors qu'on s'est tous levé pour défendre le débat démocratique, qu'il n'y ait plus de confrontation du fait de ces événements dramatiques ».

« Si on a aboutit à une synthèse, peut-être qu'on n'aura pas besoin de voter pour le premier secrétaire »

Le calendrier propre à tout congrès va progressivement se mettre en place, avec toute la liturgie socialiste. Après le dépôt des contributions le 7 février prochain, les motions d'orientation seront enregistrées le 11 avril. Après le vote des adhérents sur les motions le 21 mai et celui sur le premier secrétaire le 28 mai, le congrès se tiendra à Poitiers les 5,6 et 7 juin.

« Il y aura d'abord le temps des motions, qui est le débat de fond. On veut débattre de la politique du gouvernement qui n'a pas été débattue entre socialistes, comme le pacte de responsabilité », souligne Jérôme Guedj. « Après, pour le vote sur le poste de premier secrétaire, on verra... C'est en fonction des résultats du premier tour. Le principe veut que les deux motions arrivées en tête ont vocation à présenter un candidat. Cela s'est passé comme ça la dernière fois », rappelle le socialiste. Et si l'aile gauche était entendue ? « D'un point de vue théorique, si on a aboutit à quelque chose, à une synthèse, peut-être qu'il y aurait une justification pour qu'on n'ait pas besoin de voter pour déterminer le premier secrétaire », lâche Jérôme Guedj. La fameuse « synthèse » socialiste, celle des interminables commissions des résolutions qui durent jusqu'au bout de la nuit, pourrait encore avoir un avenir. François Hollande, premier secrétaire pendant 11 ans, la connaît bien. Mais avant de parler de synthèse, qui reste théorique, Jérôme Guedj espère bien peser : « On peut aussi être majoritaire ! C'est le

fond qui déterminera la suite des opérations ».

Aubry donne des gages d'unité

La recherche d'unité était mise en pratique ce vendredi dans le Nord de la France. Le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis a tenu une conférence de presse commune avec Martine Aubry. La maire de Lille, qui ces derniers mois a attaqué le gouvernement sur sa politique économique et sociale, a salué les deux têtes de l'exécutif dans la conduite de la crise. François Hollande « a montré là aussi qu'il était un chef d'Etat au plein sens du terme » selon son ancienne concurrente, qui a « aussi beaucoup apprécié le discours du premier ministre à l'Assemblée », associant « fermeté » et volonté de « respecter les valeurs de la France ». Quant à Jean-Christophe Cambadélis, « aujourd'hui grâce à lui, la voix du parti est entendue ». N'en jetez plus...

Martine Aubry a sûrement apprécié que « Camba » soutienne son premier adjoint Pierre de Saintignon comme candidat pour les régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Le premier secrétaire, qui n'a pas été élu par les militants mais désigné, aurait tout intérêt à élargir au maximum la motion dite majoritaire, celle qui soutient Hollande et Valls. Le renfort des aubryistes serait plus que symbolique. Mais selon le proche de Martine Aubry, François Lamy, ce n'est pas encore fait : « C'est encore trop tôt pour dire si nous aurons une motion très majoritaire. Ça va dépendre de ce qu'il y aura dans le texte sur les questions économiques et sociales. Elles n'ont pas été balayées par ce qui s'est passé », souligne l'ancien ministre de la Ville. Autrement dit, pas de chèque en blanc. Mais François Lamy reconnaît « un changement d'état d'esprit chez les socialistes. Ils relèvent la tête et sont conscients un peu plus de leur responsabilité ».

« Tout peut arriver, y compris l'explosion du PS »

D'autres « camarades » restent plus va-t-en-guerre. Un congrès plié d'avance, « c'est leur grand rêve et leur grand phantasme », balaie le député PS Pascal Cherki, proche de l'ancien ministre de l'Education Benoit Hamon, qui entend encore jouer un rôle à l'aile gauche. Le député se défend d'être « dans les enjeux de boutique. Le débat sur l'unité ou non au congrès est secondaire. Si on n'apporte pas de réponse aux 4 millions de personnes qui sont allées dans la rue, ça n'ira pas ».

Pascal Cherki pointe une contradiction entre les mots du premier ministre sur « l'apartheid » social et territorial et les « 11,5 milliards d'euros d'économies réalisées sur les collectivités locales ». Il ajoute : « Si on continue cette politique libérale, on dira droit dans le mur ». A l'opposé des socialistes qui imagine un congrès peace and love, Pascal Cherki prévoit au contraire du sang et des larmes : « **Le débat va être d'une intensité politique comme on n'en a jamais connu lors d'un congrès en raison de la situation. Tout peut arriver, y compris l'explosion du PS** »...

« Dispute apaisée » Elections départementales 2015 : un sondage donne le FN en tête, le PS dans les choux

L'aile gauche est en réalité loin d'afficher un front uni, malgré la création de « Vive la gauche », qui rassemble les frondeurs de tous poils. « Benoît Hamon est amené à jouer un rôle de premier plan » affirme Pascal Cherki, quand Jérôme Guedj met en garde : « C'est un rendez-vous à ne pas rater pour tous ceux qui ont travaillé ensemble, ont des positions communes. Il faut que toutes les considérations liées au casting soient secondaire ».

Il est encore un peu tôt pour voir totalement clair. « On se renifle. On voit ce qui peut se construire », décrypte Jérôme Guedj. Surtout que les résultats des départementales de mars – ou plutôt le niveau de la défaite – détermineront en partie la suite du congrès. Un congrès qui devrait malgré tout être encore sous l'onde de choc des attentats. « Sur la forme, la manière de débattre, ce sera plus bienveillant, attentif à l'autre », croit Jérôme

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Elections départementales 2015 : un sondage donne le FN en tête, le PS dans les choux



ILLUSTRATION. Vingt-huit pour cent des Français comptent voter pour le Front national aux élections départementales de mars 2015, ce qui place cette formation en tête des intentions de vote, selon un sondage Odoxa-Orange/Presse régionale/France inter/L'Express publié ce mardi. LP/ ARNAUD DUMONTIER

Européennes 2014, bis repetita ? Selon un sondage* Odoxa-Orange/Presse régionale/France inter/L'Express publié ce mardi, le parti de Marine Le Pen arriverait en tête des élections départementales de mars 2015, tandis que les socialistes essuieraient un cuisant revers. Une redite du scénario de mai dernier.

Selon cette enquête, 28% des Français auraient l'intention de voter pour le Front national, contre 25% pour l'UMP et 17% pour «le PS et ses alliés». Le Front de gauche est crédité de 9%, l'UDI et Europe Ecologie-Les Verts de 7% chacun, le MoDem de 5%, l'extrême gauche de 2%. Il est toutefois à noter que 27% des sondés ne se prononcent pas.

Les triangulaires ne semblent en revanche pas bénéficier au FN, puisque dans le cas d'un second tour opposant le PS, l'UMP et le Front national, ces partis obtiendraient respectivement 32%, 39% et 29%. Odoxa souligne toutefois que cette hypothèse n'est «sans doute pas la plus probable», puisqu'il faut obtenir 12,5% des inscrits pour figurer au second tour.

Le PS appelle ses partenaires à se rassembler

Le Front national s'est aussitôt félicité de ce sondage, qui «confirme la perspective d'une nouvelle percée du Front National qui aurait encore progressé par rapport aux résultats des élections européennes et se trouverait donc confirmé dans son statut de premier parti de France».

Dans la lignée de sa stratégie des municipales, lors desquelles il a présenté un nombre record de candidats, le parti de Marine Le Pen veut être présent «sur l'ensemble des cantons du territoire». Et compte profiter de sa percée de mars 2014, en présentant aux élections départementales «l'immense majorité des 1600 conseillers municipaux FN/RBM élus en mars 2014».

Autre enseignement de ce sondage Odoxa, avec 17% d'intentions de vote, le Parti socialiste pourrait bien essuyer une nouvelle déculottée. Et plus cuisante encore que lors des municipales. La gauche détient actuellement 61 départements, dont 48 pour le seul PS. Un ministre pronostique qu'«au moins la moitié vont être perdus». D'autres avancent des fourchettes plus basses encore, estimant entre 15 et 25 le nombre de départements conservés. Un revers que le PS tente d'atténuer en appelant ses partenaires à se rassembler dès le

premier tour. Mais, vu les divergences qui opposent les uns et les autres, la manœuvre n'est guère aisée.

leparisien.fr

VII) Christian Paul : "Le PS devrait analyser pourquoi son homologue grec est aujourd'hui à 3% "

Pour l'une des figures emblématiques des frondeurs, le groupe "dissident" au Parlement sera plus constructif en 2015, et commencera notamment par de multiples contre-propositions lors des débats qui porteront sur la loi Macron à partir du lundi 26 janvier.



Christian Paul : "Le PS devrait analyser pourquoi son homologue grec est aujourd'hui à 3% "

Christian Paul
Christian Paul est un homme politique français, député socialiste de la Nièvre depuis 1997 et ancien secrétaire d'Etat à l'Outre-mer sous le gouvernement Jospin. En 2014, il représente le mouvement des "frondeurs" à l'Assemblée nationale pour s'être opposé au tournant libéral du gouvernement de Manuel Valls.

Atlantico : Quel regard portez-vous sur le plan de rachat de la dette publique par la BCE ? Pourrait-il selon vous donner un peu d'air à l'économie française, comme l'a indiqué François Hollande lors de ses vœux aux entreprises ?

Christian Paul : Cette décision répond enfin à la gravité de la stagnation économique et du chômage dont souffre l'Europe.

C'est une décision politique sans précédent, un pari historique et fondateur pour le rôle que doit jouer la Banque Centrale Européenne. Nous pouvons supposer, nous espérons, qu'elle aura des résultats. Mais deux obstacles limiteront forcément ses effets. Une telle politique monétaire est partout plus efficace quand elle est accompagnée d'une politique budgétaire

volontariste. Or, la politique budgétaire européenne, malgré le plan Juncker -dont on peut par ailleurs regretter la timidité- n'accompagne pas la politique monétaire. Pourtant, dans les pays où le Quantitative Easing (QE) a le mieux réussi comme aux Etats-Unis, ces deux leviers étaient engagés conjointement pour en optimiser les effets. Deuxièmement, les marchés financiers en Europe sont beaucoup plus fragmentés, et agissent par pays. Une des craintes est qu'à l'inverse des grandes entreprises, les PME n'en bénéficient qu'à la marge, car le secteur bancaire est très peu motivé à s'engager dans les territoires, là où l'économie réelle a besoin de revivre.

Ainsi se prolonge le débat que nous avons en France depuis des mois. Avec ou sans le QE, la politique de l'offre n'est pas suffisante dans cette période où la demande connaît un déficit durable : les PME souffrent effectivement d'un manque de financement, mais aussi d'une bonne visibilité sur leurs carnets de commande. Le rachat de dettes et l'injection de liquidités ne suffiront sans doute pas à renforcer l'offre, et les mesures pour inciter la demande trouvent tout leur sens.

Au total, je me réjouis que la BCE prenne une décision qui échappe aux dogmes de la droite allemande. Néanmoins, restons lucides !

Vous avez déclaré que la loi Macron, qui commence à être débattue lundi 26 janvier à l'Assemblée, n'était pas "votable en l'état". Dans le contexte favorable instauré par la BCE, est-il toujours raisonnable de s'y opposer ?

Il y a deux raisons de contester la loi dénommée "Croissance, activité et égalité des chances économiques"... Premièrement, au regard des problèmes qu'elle prétend résoudre, elle prend le chemin d'être une micro-loi. Comme si l'on mesurait mal ce que doit être un vrai plan de relance de l'économie française. Le projet s'attaque certes à quelques blocages spécifiques et sectoriels. Mais d'autres volets économique et sociaux me semblent dangereux : l'extension du travail du dimanche par exemple, qui détruira autant d'emplois qu'elle en créera ; mais aussi l'affaiblissement des droits des salariés lors des plans sociaux (PSE). Je considère grave et inacceptable que les conditions de départ des salariés (et leurs indemnités) soient déconnectées de la prospérité économique d'un groupe, et simplement proportionnées à la situation de l'entreprise qui licencie.

Face au chômage de masse, la loi Macron n'aura qu'un effet placebo. Cette semaine, nous rendrons donc public avec mes amis députés un programme alternatif, "Nos réformes structurelles", pour montrer que nous savons aller beaucoup plus loin que cette loi, en proposant des réformes de grande ampleur : sur le secteur bancaire, le soutien fiscal à l'investissement, la recherche, la formation professionnelle, le déploiement des réseaux numériques... Des propositions concrètes pour un impact massif.

Emmanuel Macron nous dit faire la chasse à la rente. C'est un objectif auquel un député socialiste peut tout à fait souscrire. Mais avant de s'attaquer aux revenus des notaires, il aurait dû focaliser son énergie sur les rentes du secteur bancaire qui, pendant ce temps, augmente ses tarifs de tenue de comptes -14% l'an dernier, 22% cette année- pour tous les Français. Voilà ce que nous dirons au ministre de l'Economie à l'Assemblée pendant deux semaines.

Dans quelle mesure l'opinion favorable au gouvernement et à François Hollande vous complique-t-elle la tâche ? Votre ligne peut-elle en être affectée ?

Je me réjouis que les Français aient fait bloc en ce début d'année autour du président. La "fronde" a répondu aux défaites électorales de 2014. Elle n'est pas une fin en soi. **Nous serons dans un esprit constructif en 2015, et les propositions que nous faisons témoignent de ce choix. Maîtrise et responsabilité dans notre expression critique seront de rigueur au cours des débats qui auront lieu les prochains jours.**

Je crois que l'unité nationale est toujours nécessaire actuellement, face au terrorisme. Mais pas de contre-sens ! **Elle ne doit pas pour autant éteindre la démocratie et le débat parlementaire.** La cohésion sociale est aussi une force dont le pays, comme les entreprises, a besoin.

atlantico.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) La victoire de Syriza met Hollande face à une responsabilité historique



Par Pascal Riché

La gauche grecque ne parviendra pas, seule, à réorienter la zone euro dans un sens plus social. Mais le président français peut l'aider.



Grèce (LOUISA GOULIAMAKI / AFP)

La gauche, une vraie gauche, l'a emporté en Grèce : les électeurs ont placé Syriza au pouvoir, avec un résultat plus éclatant que prévu, selon les premiers pointages "sortie des urnes". Ils ont chassé le gouvernement d'Antonis Samaras et donné un grand coup de pied aux plans à base de baisse des salaires, privatisations, et austérité budgétaire que leur impose la Troïka (banque européenne, commission européenne et FMI).

Il faut s'en réjouir : la victoire de Syriza peut entraîner une remise en question profonde de la politique économique de la zone euro, qui, engluée dans une logique financière et comptable, s'est révélée terriblement néfaste. Même les plus orthodoxes des commentateurs doivent le reconnaître aujourd'hui : la zone euro a fait fausse route.

Alors que les économies des autres pays occidentaux redémarrent, elle reste dans l'ornière. Les politiques budgétaires qu'elle a imposées à ses membres, à commencer par les plus fragiles comme la Grèce, se sont révélées extrêmement inadaptées. Elles n'ont produit que de longues récessions dans plusieurs pays et de multiples souffrances inutiles.

2012, l'occasion ratée de la France

Un grand pays de la zone euro, il y a deux ans et

deuxième, aurait pu "renverser la table" pour reprendre la métaphore européenne convenue. La France, elle aussi, avait alors porté au pouvoir une gauche qui promettait d'en découdre avec la logique "austéritaire". François Hollande avait juré de renégocier le pacte budgétaire signé par son prédécesseur. Il a pourtant fini par l'avaloir, parmi quelques autres couleuvres. C'est ce brutal retour dans le rang, péché originel de son quinquennat, qui lui a valu, dans l'opinion, la spectaculaire descente aux enfers que l'on connaît.

Hollande n'a pas, quoi qu'il en dise, sauvé l'euro alors au bord de l'explosion : le seul changement notable, pendant l'été 2012, n'est pas venu de la gauche française, mais de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, qui a annoncé aux marchés qu'il rendrait toutes les mesures nécessaires ("...whatever it takes...") pour préserver la monnaie unique. Cette phrase, à elle seule, a calmé la spéculation sur les marchés, fait baisser les taux d'intérêt et permis à la Troïka de poursuivre ses plans contestables. Mais l'heure des grandes remises en question n'en n'a été que retardée.

Syriza, l'étincelle attendue ?

Cette heure a peut-être sonné avec la victoire de Syriza. Certes, dans la zone euro, la Grèce pèse peu (2% du PIB) comparé la France (20%) ou l'Allemagne (28%). Mais s'il reste ferme sur ses convictions, le jeune parti grec sera peut-être l'étincelle tant attendue, celle qui fera exploser les vieilles certitudes.

Pour cela, son leader Alexis Tsipras aura besoin de l'appui de toutes les gauches européennes, à commencer par celles qui sont au pouvoir. Pari impossible ? Jusque-là, ni le SPD, qui participe à la "grande coalition" à la tête de l'Allemagne, ni les socialistes qui dirigent la France, ne se sont montrés très enthousiastes à l'idée d'une victoire de Syriza. Le prochain gouvernement devra "respecter les engagements pris" a même sermonné François Hollande.

Responsabilité historique

Syriza a gagné, et ces partis de gauche font désormais face à une responsabilité historique. Une négociation va s'ouvrir, cruciale pour la Grèce, fondamentale pour l'Europe. Elle promet d'être très dure : la CDU d'Angela Merkel a d'ores et déjà posé ses termes avec une grande brutalité, en indiquant qu'il fallait se préparer à l'éventualité

d'une sortie de la Grèce de la zone euro.

A noter au passage que la droite allemande ne craint pas les contradictions : d'un côté elle assure qu'il n'y a aucune alternative à la politique suivie (austérité et remboursement des dettes...), de l'autre elle laisse entendre que la Grèce pourrait prendre la porte, ce qui serait pourtant une "alternative" plutôt radicale.

Dans cette négociation qui s'ouvre, François Hollande a une vraie carte à jouer. Il a reconquis une certaine crédibilité dans l'opinion des Français et des Européens, ayant géré avec assurance la crise qui a suivi la sanglante tragédie Charlie-Hyper Cacher. Sur l'échiquier politique, il se retrouve au centre du jeu, entre d'un côté une Allemagne arc-boutée sur sa rigidité monétaire et de l'autre, le vent de changement qui souffle en Grèce, en Espagne et ailleurs.

Avec la victoire de Syriza, il est tout d'un coup investi d'une grande responsabilité : il peut mettre son fameux talent "d'homme de la synthèse" au service de la réorientation de l'Europe à laquelle, dans ses discours, il continue d'aspirer. De son attitude dépendront les chances de voir l'euro prendre un visage plus humain et plus social. La question, ce 25 janvier, n'est donc pas seulement "Que va faire Alexis Tsipras de cette victoire ?". Elle est aussi : "Que va faire Hollande de celle-ci ?".

nouvelobs.com/Pascal Riché

LAPRESSEENREVUE.EU

